



## La contestation sociale chilienne de 2019 : que retenir de cette lutte pour les mouvements sociaux Belges ?

---

CCB – CEPAG Bruxelles ■ Décembre 2024

## Table des matières

<b>Contexte et historique de la révolte au Chili</b> .....	3
1. Inégalités socio-économiques due aux politiques néolibérales héritées de la dictature.	3
2. Les origines de la contestation chilienne.....	4
3. Le Poids de la Constitution de 1980 dans les revendications.....	4
4. Acteurs et stratégies de mobilisation .....	4
5. Répression et réponse du gouvernement .....	5
6. Le processus constitutionnel : un pas historique .....	5
7. Le rejet du projet constitutionnel en 2022 et en 2023.....	6
<b>Le contexte belge</b> .....	7
1. L'évolution des politiques en Belgique .....	7
2. Que retenir pour les mouvements sociaux en Belgique de l'expérience chilienne ?.....	7
<b>Conclusions</b> .....	8
<b>Références/aller plus loin</b> .....	9

En octobre 2019, le Chili a été secoué par une vague massive de manifestations, connues sous le nom d'« estallido social » (explosion sociale), qui ont bouleversé le pays. Ce soulèvement s'inscrit dans une révolte populaire profonde qui a visé les inégalités socio-économiques et les réformes néolibérales instaurées depuis la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). Bien que la hausse des tarifs du métro à Santiago ait été l'étincelle qui a déclenché les manifestations, les revendications se sont rapidement étendues, allant jusqu'à exiger une révision complète de la Constitution de 1980, héritée de la dictature.

Le présent texte vise à explorer les origines du mouvement, ses acteurs, les formes de mobilisation, ainsi que les conséquences politiques qui en ont découlé, notamment les propositions de réécriture de la constitution. Des pistes d'action pour les mouvements syndicaux et sociaux belges, en regard de la situation politique actuelle, feront office de conclusion.

## Contexte et historique de la révolte au Chili

### 1. Inégalités socio-économiques due aux politiques néolibérales héritées de la dictature

Le Chili a souvent été considéré comme l'un des pays les plus stables d'Amérique latine sur le plan économique. Cependant, cette stabilité masque des inégalités profondes. Les réformes néolibérales imposées pendant la dictature militaire de Pinochet (1973-1990) ont laissé un héritage de privatisations massives dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, le système des retraites, les ressources minières, l'eau, la pêche et le bois.

Ces réformes ont concentré la richesse entre les mains d'une élite économique tout en exacerbant les disparités sociales. Le rapport d'inégalité de Gini, qui mesure les inégalités de revenus, a démontré que le Chili figurait parmi les pays les plus inégalitaires au monde, un paradoxe pour une nation considérée comme un « modèle » économique en Amérique latine.

L'idéologie néolibérale tente d'établir que la réussite sociale est conditionnée par une responsabilité individuelle et que les trajectoires des travailleurs ne sont que des conséquences de leurs choix. En somme, c'est de « leurs fautes » s'ils et elles sont pauvres ou ont des bas salaires etc...

Cette pensée repose donc sur un principe méritocratique où nos positions sociales initiales ne conditionneraient pas ou que très peu notre réussite. Si nous « réussissons » dans la vie, c'est parce que « nous aurions travaillé pour ». La plupart des politiques de droite sont régies par ce principe.

Cependant, de nombreux économistes ont établi que, dans nos sociétés néolibérales, l'enrichissement personnel, en moyenne pour toute la population, se fait au travers de l'héritage. Même si les médias tendent à présenter les « self-made women » comme figures emblématiques de la réussite sociale, ils et elles ne représentent qu'une infime partie de la population qui arrive, encore, à réellement s'enrichir par le travail.

## 2. Les origines de la contestation chilienne

L'annonce en octobre 2019 d'une augmentation de 30 pesos (environ 4 centimes d'euros) des tarifs de métro à Santiago a agi comme moteur à une colère populaire. Cette hausse, apparemment minime, a été perçue comme un symbole des augmentations incessantes des coûts de la vie, alors que les salaires stagnaient et que les conditions de vie se détérioraient. Les étudiant.es étaient parmi les premier.es à se mobiliser et ont lancé un mouvement d'évasion tarifaire concernant le ticket de métro, qui a rapidement évolué en une contestation et des manifestations à l'échelle nationale, avec des revendications touchant divers aspects de la vie sociale, économique et politique du pays.

Le mouvement visait notamment à lutter contre l'augmentation du coût de la vie, contre les inégalités, contre la concentration des richesses au sein de la classe aisée, qui ne correspond qu'à 1,4% des foyers chiliens, et contre l'absence de réformes sociales. Ce qui a débuté comme une protestation contre une mesure spécifique est rapidement devenu une contestation globale.

## 3. Le poids de la Constitution de 1980 dans les revendications

Face à ces revendications sociales de 2019, un processus de réécriture de la Constitution chilienne de 1980 a été activé. Celle-ci, rédigée sous Pinochet sous l'influence des théories économiques des « Chicago Boys » de Milton Friedman, avait pour objectif de verrouiller le modèle néolibéral, limitant l'intervention de l'État dans divers secteurs. Ainsi, en application du principe de subsidiarité, l'État ne se chargera de fournir à la collectivité que ce que les acteurs privés ne sont pas en mesure de lui garantir. Malgré des réformes démocratiques après la fin de la dictature, la Constitution n'a jamais été profondément modifiée et est restée un pilier des politiques économiques inégalitaires. Le maintien de cette Constitution était perçu par une grande partie de la population comme l'un des obstacles majeurs à la mise en place de réformes sociales structurelles.

Parmi les critiques adressées à cette Constitution, on peut citer son incapacité à garantir des droits sociaux essentiels, tels que l'accès universel à une éducation de qualité, des soins de santé publics et un système de retraite équitable. Le système des retraites chilien par capitalisation, par exemple, repose sur des fonds de pension privés captant 10% de tous les salaires à la source et qui, pour la majorité des travailleurs, fournissent des pensions très faibles, souvent bien en deçà du seuil de pauvreté. Ce système a été l'une des cibles principales des critiques lors des manifestations de 2019.

Lors de ces manifestations, les slogans dénonçant cette constitution étaient omniprésents, reflétant l'indignation généralisée face à l'inefficacité des réformes néolibérales à améliorer les conditions de vie et le travail du peuple chilien.

## 4. Acteurs et stratégies de mobilisation

Le mouvement de 2019 a été caractérisé par une grande diversité d'acteurs et d'actrices, mais également dans ses formes de contestation. Les étudiant.es, organisé.es au sein de la Confédération des Étudiant.es du Chili (CONFECH), ont été parmi les premier.es à protester, mais le mouvement s'est rapidement étendu à d'autres groupes, notamment les syndicats, les travailleur.euses et les mouvements féministes.

La Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), la principale confédération syndicale du pays, a joué un rôle crucial en appelant à des grèves générales. La participation de groupes historiquement marginalisés, comme les communautés indigènes Mapuche, a également marqué un tournant dans la reconnaissance de revendications longtemps ignorées.

Le rôle du mouvement féministe dans le soulèvement ne doit pas être sous-estimé. Depuis plusieurs années, les groupes féministes chiliens ont dénoncé les violences de genre, les discriminations au travail et dans la sphère publique, ainsi que les inégalités économiques et les violences spécifiques faites aux femmes.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle clé dans l'organisation des manifestations. Des plateformes comme Twitter (actuellement « X ») et Facebook ont permis de coordonner rapidement des actions, tout en créant un espace de visibilité pour les revendications populaires. Des hashtags tels que #ChileDesperto (Le Chili s'est réveillé) sont devenus viraux, amplifiant le message des manifestants.

En outre, des formes créatives de protestation ont vu le jour, comme les « cacerolazos » (manifestations bruyantes où les participant.es frappent des casseroles vides) et des performances artistiques marquantes, notamment le chant féministe « Un violador en tu camino » du collectif Las Tesis, qui a résonné dans le monde entier et est devenu un symbole puissant de la résistance féministe contre le patriarcat et les violences d'État.

## 5. Répression et réponse du gouvernement

Face à l'ampleur des manifestations, le président Sebastián Piñera a d'abord tenté de répondre par la force, déclarant l'état d'urgence et déployant les forces armées dans les rues pour la première fois depuis la dictature de 1973. Cette décision a provoqué une réaction de rejet immédiate, aggravant la crise et entraînant une recrudescence des violences, avec des centaines de blessés et plusieurs morts. Des organisations internationales de défense des droits humains, telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch, ont critiqué la brutalité des forces de l'ordre, documentant des abus et des violations systématiques des droits humains, par exemple, le fait que les policiers visaient délibérément les yeux des manifestants, ce qui a été pratiqué aussi en France et en Colombie.

Face à la persistance des mobilisations et sous la pression internationale, le gouvernement chilien a dû revoir sa position. Le 22 octobre 2019, Le président Piñera a annoncé un ensemble de mesures sociales, notamment l'augmentation des pensions et la baisse des tarifs des services publics, tout en lançant un processus de consultation nationale pour réécrire la Constitution. Ces mesures se sont rapidement avérées insuffisantes.

## 6. Le processus constitutionnel : un pas historique

Le 14 novembre 2019, après des semaines de mobilisations continues, le parlement a signé un « Accord pour la paix et la nouvelle Constitution ». Cet accord visait à organiser un référendum pour décider ou non de la réécriture de la Constitution. Ce référendum, tenu en octobre 2020, a vu une participation massive de la population, avec près de 80 % des votants en faveur de la rédaction d'une nouvelle Constitution par une assemblée constituante démocratiquement élue. Ce moment a été perçu comme une victoire majeure pour les mouvements sociaux et un tournant pour l'histoire récente du Chili, même si, malheureusement, en fin du processus, aucune demande des tenants de la révolte n'a été satisfaite (réforme du système de retraites, de santé et d'éducation refondation de la police mili-

tarisée, redistribution de la richesse, etc.). Cet accord a, en effet, participé à la démobilisation des secteurs les moins combatifs du mouvement de masse pour ensuite, être davantage étouffé avec l'arrivée du Covid le 18 mars 2020.

L'Assemblée constituante, élue en mai 2021, s'est distinguée par sa diversité, avec une représentation paritaire hommes-femmes et des sièges réservés aux peuples autochtones. Ce processus a été salué comme une opportunité unique d'instaurer une démocratie plus inclusive. Parmi les thèmes abordés figuraient par ailleurs les droits des peuples autochtones, l'égalité de genre et la protection de l'environnement.

## **7. Le rejet du projet constitutionnel en 2022 et en 2023**

Cependant, malgré l'enthousiasme initial, le projet de nouvelle Constitution a été rejeté lors du référendum de septembre 2022, avec 62 % des votes contre. Ce rejet a été attribué à diverses raisons, notamment une polarisation excessive du débat, une campagne de désinformation, et des propositions perçues comme trop radicales par une partie de la population, telles que la reconnaissance étendue des droits des peuples indigènes. Ce résultat a suscité des réflexions critiques sur la nécessité d'une meilleure communication et d'une plus grande sensibilisation des citoyens concernant le contenu des propositions.

Après le rejet, en septembre 2022, de cette première proposition progressiste soutenue par le président de gauche, Gabriel Boric, un nouveau texte a été soumis au vote, plus conservateur que l'actuelle Constitution et rédigés par des héritiers de la pensée néolibéral. Il a cependant également été rejeté par référendum à 55% de voix contre le 17 décembre 2023.

Après observation, il a clairement été identifié que la droite a réussi à gagner du temps et cette période a été utilisée afin d'organiser la délégitimation du premier projet de nouvelle Constitution, qualifiée cependant par plusieurs observateurs européens comme l'une de plus avancées au monde, via une campagne de fake news comme on l'a connu aux Etats-Unis depuis les années Trump. Après le rejet des deux projets de Constitution, finalement, aucune demande portée par la révolte n'a pu être satisfaite.

Malgré l'échec de 2022, ces mouvements ont révélé l'ampleur des aspirations populaires pour un changement social profond et pour une réforme des institutions démocratiques. Ces luttes resteront un exemple d'une victoire conquise par une contestation sociale organisée par les mouvements unis d'une gauche plurielle.

# Le contexte belge

## 1. L'évolution des politiques en Belgique

En Belgique, l'idéologie néolibérale tend à gagner de plus en plus de terrain depuis les années 80. Dans ce contexte, nos politiques ont été marquées par des vagues de privatisation massives de diverses compétences et missions historiquement gérées par l'Etat Belge, par un l'affaiblissement progressif des services publics ou encore par des attaques contre les syndicats et contre les acquis sociaux des travailleur.euses.

La différence entre les riches et pauvres n'a jamais atteint un tel fossé. La rémunération du travail qui, dans un contexte d'une économie libérale où les marges de manœuvres et la négociation collective se voient continuellement affaiblies, permet de moins en moins de supporter l'augmentation du coût de la vie, notamment l'acquisition d'une propriété ou le paiement de son loyer. Plus d'un Bruxellois sur trois (37.6%) est en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

A la suite des élections fédérales, régionales et communales de 2024, cette vision se voit à nouveau renforcée et les politiques visant à limiter le budget des services publics et les missions des syndicats semblent déjà actées alors que divers gouvernements, au niveau fédéral et régional, au moment de l'écriture de ce texte, ne sont pas encore formés.

A titre d'exemple, les notes visant à établir la déclaration des politiques régionales et fédérales énumèrent des politiques néolibérales fortes, en continuité avec l'affaiblissement de la sécurité sociale déjà entamé depuis des années, notamment en 2012 avec la dégressivité du chômage et la limitation à 3 ans du chômage sur base des études.

En outre, la Commission européenne, afin de limiter la dette publique de la Belgique, a ordonné des coupes budgétaires historiques, dans tous les secteurs publics de la Belgique, de 27 milliards d'Euro sur les 7 prochaines années. Les pensions, les soins de santé, la sécurité sociale ou encore les salaires des fonctionnaires risquent d'être gravement touchés.

## 2. Que retenir pour les mouvements sociaux en Belgique de l'expérience chilienne ?

Dans ce contexte politique, il serait urgent de s'organiser afin de lutter contre les diverses mesures agressives et désastreuses décidées ou en discussion, notamment pour les personnes les plus en difficulté. Plus que d'être un bouclier social, les différents mouvements sociaux pourraient s'inspirer de la lutte chilienne afin de reconquérir certains acquis sociaux, voir de proposer une vision politique alternative sociale et environnementale ambitieuse afin de réenchanter politiquement différentes générations.

Les leçons que nous pourrions retenir de l'alliance des mouvements sociaux du Chili, de manière non exhaustive, seraient notamment :

1. La convergence des luttes : syndicats et mouvements sociaux (jeunes, écologistes, féministes, sans papiers...) pour former un front davantage uni et fort.
2. Stratégies de grève et manifestations : Les grèves générales ciblées et la coordination des actions, comme celles de la CUT, sont des outils puissants pour obtenir des réformes politiques.

3. Utilisation des réseaux sociaux via des campagnes en ligne et des hashtags mobilisateurs pour élargir leur soutien, ainsi qu'en déconstruisant les fake news. (Nous rappelons qu'au Chili, la droite a réussi à faire échouer le projet de nouvelle Constitution notamment à l'aide de fake news).
4. Créativité des méthodes de protestation : Des actions symboliques comme les « cacero-lazos » et des performances artistiques pourraient inspirer des moyens novateurs de capter l'attention du public et des médias.
5. Solidarité et revendications unifiées : Maintenir sur le long terme des revendications claires, soutenues par un large front uni, permet d'accroître l'impact des mouvements sociaux et de mettre plus de pression sur les décideurs politiques.
6. Vision politique claire alternative pour nos sociétés : (Ré)établir un propos politique fort visant une réelle transition sociétale juste et écologique afin de réenchanter les militances.
8. Appeler au rassemblement des partis politiques progressistes autour d'un programme de défense des droits de la classe travailleuse. Par exemple, par le rejet de la loi anticasseurs, pour une réforme de la loi de 1996 sur la sauvegarde de la compétitivité<sup>1</sup> et du Job deal de fin 2022 ou encore, pour une loi de réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et des embauches compensatoires.

## Conclusions

Les mouvements de contestation de 2019 ont ouvert une nouvelle ère de participation citoyenne et de revendication de droits sociaux au Chili. Bien que le projet de nouvelle Constitution ait finalement été rejeté, des victoires sociales, dans un contexte politique et économique néo-libérale, semblent encore possibles.

La révolte d'octobre 2019 restera un symbole fort de la volonté de nombreux Chiliens de réformer en profondeur les structures sociales, politiques et économiques du pays pour créer une société plus juste et plus équitable. Les mouvements sociaux et les syndicats en Belgique pourraient s'inspirer de cet exemple pour structurer des alliances durables et formuler des revendications fortes, capables de faire pression sur les décideurs visant des réformes sociales significatives et indispensables.

---

<sup>1</sup> Loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

## Références : pour aller plus loin

-Garretón, M-A, 2023. Del «estallido social» de octubre de 2019 al cambio constitucional. El significado político de las movilizaciones sociales en Chile : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/9252824.pdf>

-Le monde, 2023. Chili : la nouvelle constitution rejetée par referendum. : [https://www.le-monde.fr/international/article/2023/12/18/chili-la-nouvelle-constitution-rejetee-par-referendum\\_6206340\\_3210.html](https://www.le-monde.fr/international/article/2023/12/18/chili-la-nouvelle-constitution-rejetee-par-referendum_6206340_3210.html)

-Picketti, 2021. *Une brève histoire de l'égalité*. Seuil. [370758GKC UNE BREVE HISTOIRE DE L'EGALITE CC2019\\_PC.indd](#)

Sanhueza, A-M, 2024. El País, Las razones por las que ganó el 'en contra' a una nueva Constitución en Chile. : <https://elpais.com/chile/2023-12-19/las-razones-por-las-que-gano-el-en-contra-a-una-nueva-constitucion-en-chile.html>

-STATBEL, 2024. Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale : <https://statbel.fgov.be/fr/themes/messages/pauvrete-et-conditions-de-vie/risque-de-pauvrete-ou-dexclusion-sociale>

- GfK, Chile3D, 2019. ESTILOS DE VIDA de los grupos socioeconómicos DE CHILE. [https://www.anda.cl/wp-content/uploads/2019/05/GfK\\_GSE\\_190502\\_FINAL.pdf](https://www.anda.cl/wp-content/uploads/2019/05/GfK_GSE_190502_FINAL.pdf)